

cette obligation générale en ce qui concerne les transports, les services de télécommunications améliorés, les services informatiques, le tourisme et l'architecture.

Le commerce des services est à la frontière de la politique commerciale internationale des années 1980. C'est un secteur de plus en plus dynamique dans les pays fortement industrialisés, dont les économies sont toujours davantage tributaires de la richesse générée par le secteur tertiaire. Si le commerce international des services ne se fait pas sans règles et règlements, il n'est assujéti à aucun ensemble de règles intégrant des principes d'application générale. Il est vrai que des conventions et accords bilatéraux et multilatéraux détaillés couvrent par exemple l'aviation internationale, mais les principes de non discrimination enchâssés dans l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce ne s'appliquent pas aux transactions de service.

Le Canada est un importateur net de services, en raison surtout des montants qu'il verse pour les redevances, brevets et marques de commerce (975 millions de dollars en 1984), les services administratifs et de gestion (872 millions de dollars) et les services de fret et d'expédition (645 millions de dollars). Les industries de service comptent néanmoins pour quelque 15 % des exportations totales (14 milliards de dollars en 1984), surtout dans des domaines comme le génie-conseil, les services de conseillers en gestion, les télécommunications, les services informatiques et l'assurance.

Mais il ne s'agit pas seulement d'ouvrir les marchés de services. Il n'est plus possible de parler d'une libéralisation du commerce des produits sans parler de libéralisation du commerce des services, parce que ce dernier est de plus en plus intégré à la production et au commerce des produits. De nos jours, les sociétés font appel à des réseaux perfectionnés de communications pour coordonner la planification, la production et la distribution des produits. Les logiciels aident à concevoir de nouveaux produits et à actionner les robots qui les produisent. Certaines sociétés recrutent des avocats, des comptables et des ingénieurs, alors que d'autres ont des filiales "captives" qui s'occupent de leurs besoins d'assurance et de financement. En d'autres termes, les services sont à la fois des intrants pour la production d'articles manufacturés (de la conception technique